



MARS
2026

Les élections régionales de 2026 dans le Bade-Wurtemberg

Un premier test pour le gouvernement « noir-rouge » de Friedrich Merz ?

Marc DEBUS



Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1183-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Salle plénière du Parlement du Land de Bade-Wurtemberg
© Shutterstock AI Generator/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Marc Debus, « Les élections régionales de 2026 dans le Bade-Wurtemberg : un premier test pour le gouvernement “noir-rouge” de Friedrich Merz ? », *Notes du Cerfa*, n° 190, Ifri, mars 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Marc Debus est professeur de politique comparée à l'université de Mannheim. Ses recherches portent sur l'analyse des pratiques électorales, des partis politiques et de la compétition entre partis, ainsi que sur les dynamiques de coalition et les processus législatifs. Il se consacre actuellement à un projet sur la représentation des personnes issues de l'immigration dans le système politique allemand.

Résumé

Les élections régionales dans le Bade-Wurtemberg en mars 2026 constitueront le premier grand test pour le gouvernement fédéral du chancelier Friedrich Merz. Le Bade-Wurtemberg, pôle majeur de l'industrie automobile allemande et de ses sous-traitants, est l'un des *Länder* les plus touchés par les politiques d'adaptation au changement climatique et aux conflits internationaux. Dans quelle mesure la popularité en berne du gouvernement fédéral rassemblant l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne/l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CDU/CSU) et le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) affectera-t-elle les élections régionales ? En quoi le gouvernement régional formé par les Verts et la CDU peinera-t-il à convaincre face à la vague de licenciements au sein de l'industrie automobile ? Les résultats de ces élections pourraient avoir des répercussions sur le plan fédéral, tant elles concernent le cœur de l'industrie allemande, qui connaît une profonde remise en question sur fond d'une performance économique au ralenti au cours des trois dernières années. Alors que le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), arrivé à la deuxième place aux élections fédérales de février 2025, pourrait atteindre un score inédit dans ce *Land*, quelles mutations profondes sur les plans sociopolitique et économique cela révélerait-il tant sur le plan régional que fédéral ?

Abstract

The state election in Baden-Württemberg in March 2026 will be the first major test of public opinion for Chancellor Friedrich Merz's federal government. At the same time, Baden-Württemberg is one of the federal states that—as an important location for the German automotive industry and its suppliers—is particularly affected by the transformation policy driven by climate change and the international conflict constellation. Against the background of low approval ratings for the federal government made up of Christian Democrats and Social Democrats, as well as the announced job cuts in the automotive industry in Baden-Württemberg, which the incumbent state government, made up of the Greens and CDU, is facing, the question arises as to how this will affect the results of the state election. This article discusses – with reference to the development of party strength in Baden-Württemberg over the last ten years and the programmatic orientation of the parties – what the election results might be. Moreover, it analyses how the government will be formed, and which effects will occur at the state and federal political levels. This is highly politically relevant – particularly against the backdrop of the strength of the Alternative für Deutschland (AfD) on the one hand and the economic and socio-political challenges on the other.

Sommaire

INTRODUCTION	7
ÉVOLUTIONS DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE DANS LE BADE-WURTEMBERG	11
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LE BADE-WURTEMBERG, ET SON INCIDENCE SUR LES ÉLECTIONS RÉGIONALES	19
PROGRAMMES ÉLECTORAUX DES PARTIS AU BADE-WURTEMBERG ...	22
PORTÉE DES PROGRAMMES DES PARTIS POUR LA FORMATION DU GOUVERNEMENT	26
CONCLUSION : RÉPERCUSSIONS NATIONALES DES ÉLECTIONS RÉGIONALES DANS LE BADE-WURTEMBERG	28

Introduction

En Allemagne, les élections régionales et leurs résultats font souvent office de baromètre pour le gouvernement fédéral en place. Les travaux de recherche en sciences politiques sur les élections dites « de second ordre » confortent cette perspective¹ : il est établi que les élections aux parlements régionaux et au Parlement européen, tout comme les « élections de mi-mandat » à la Chambre des représentants et au Sénat américains ou les « élections partielles » à la Chambre des communes britannique, servent communément aux électeurs à attribuer une note de mi-parcours aux partis qui soutiennent le gouvernement national². Dans ce contexte, et compte tenu du bilan de satisfaction médiocre que les Allemands décernent au gouvernement Merz à la tête du pays depuis mai 2025 dans le cadre d'une coalition entre l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne/Union chrétienne-sociale en Bavière (CDU/CSU) et le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates ont toutes les raisons de redouter l'issue des élections régionales dans le Bade-Wurtemberg.

Reste que le vote lors des élections régionales – en Allemagne comme dans toute autre démocratie – est déterminé par des facteurs locaux et façonné par des traditions politiques et culturelles. Le Bade-Wurtemberg a longtemps constitué un bastion des chrétiens-démocrates. Forts d'une majorité absolue, ceux-ci ont été en capacité de gouverner seuls le *Land* pendant plus de vingt ans, de 1972 à 1992. Mais en 2011, la CDU perd de son aura dans le sillage de la catastrophe nucléaire de Fukushima au mois de mars de cette année et des oppositions virant à des affrontements autour du projet d'extension de la gare « Stuttgart 21 » : elle se voit ainsi reléguée dans l'opposition, pour la première fois depuis 1953³. Depuis, autre fait inédit en Allemagne, c'est Bündnis 90/Die Grünen qui remporte le plus de suffrages et dirige le *Land* en la personne de Winfried Kretschmann. De parti dominant en 2011, la CDU est devancée par Bündnis 90/Die Grünen

1. K. Reif et H. Schmitt, « Nine Second-order National Elections – A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, vol. 8, n° 1, 1980, p. 3-44.

2. Voir aussi J. Müller et M. Debus, « “Second order” - Effekte und Determinanten der individuellen Wahlentscheidung bei Landtagswahlen: Eine Analyse des Wahlverhaltens im deutschen Mehrebenensystem » [Effets “de second ordre” et déterminants du choix individuel lors des élections régionales. Une analyse du comportement électoral dans le système électoral allemand à plusieurs niveaux], *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft*, vol. 6, n° 1, 2012, p. 17-47.

3. Pour un aperçu de cette période, voir U. Wagschal, U. Eith et M. Wehner, *Der historische Machtwechsel: Grün-Rot in Baden-Württemberg* [Le changement historique au pouvoir : coalition vert-rouge dans le Bade-Wurtemberg], Baden-Baden, Nomos, 2013.

en 2016 et 2021, devenant le partenaire junior des Verts lorsque la coalition gouvernementale vert-rouge formée en 2011 perd sa majorité en 2016. Encore faut-il souligner que ces succès électoraux des Verts dans le Bade-Wurtemberg, et en particulier leur accession à la position de premier parti et de groupe parlementaire majoritaire en 2016 et 2021, doivent beaucoup à la forte popularité du ministre-président Winfried Kretschmann⁴. Or celui-ci ne se représente plus en tête de liste des Verts aux élections de 2026.

L'issue de la campagne est donc tout sauf évidente, car celle-ci sera tributaire tant du climat politique au niveau fédéral que de la nouvelle donne au niveau régional : si les Verts présentent une nouvelle tête de liste bien connue, l'ancien ministre fédéral de l'Agriculture Cem Özdemir qui était aussi l'un de leurs deux candidats principaux aux élections fédérales de 2017, ils n'arrivent plus à devancer les chrétiens-démocrates. Ceux-ci ont également désigné une nouvelle tête de liste : Manuel Hagel, 37 ans, président régional de la CDU depuis 2023 et guère connu du grand public. À cela s'ajoute l'incertitude quant au score que réalisera l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti populiste de droite à tendance d'extrême droite. Les derniers sondages créditent celui-ci de près de 20 % des intentions de vote. Enfin, derniers facteurs d'incertitude, le système de scrutin et les règles relatives à la majorité électorale ont évolué. D'une part, les jeunes de 16 et 17 ans du Bade-Wurtemberg se voient accorder pour la première fois le droit de vote aux élections régionales – le Bade-Wurtemberg compte désormais 7,7 millions d'électeurs et renforce son rôle dans la politique allemande, en troisième position derrière la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Bavière en termes de population. D'autre part, les électeurs du *Land* disposent pour la première fois de deux voix lors des élections régionales : comme lors des élections fédérales et dans presque tous les autres *Länder*, ils peuvent désormais désigner un candidat de leur circonscription avec leur première voix et influencer la répartition des sièges au Landtag avec leur seconde voix.

4. Voir O. W. Gabriel et B. Kornelius, « Die baden-württembergische Landtagswahl vom 13 mars 2016: Es grünt so grün » [Les élections régionales du 13 mars 2016 dans le Bade-Wurtemberg : tout est vert], *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 47, n° 3, 2016, p. 497-518 ; M. Debus, « Parteienwettbewerb und Koalitionsbildung in Baden-Württemberg im Rahmen der Landtagswahl 2021 » [Concurrence entre les partis et formation de coalitions dans le Bade-Wurtemberg dans le cadre des élections régionales de 2021], in F. Hörisch et S. Wurster (dir.), *Kiwi im Südwesten: Eine Bilanz der zweiten Regierung Kretschmann 2016-2021* [Kiwi dans le sud-ouest : bilan du deuxième mandat du gouvernement Kretschmann 2016-2021], Wiesbaden, Springer Verlag, 2021, p. 21-41.

Tableau 1 : Intentions de vote actuelles aux élections régionales dans le Bade-Wurtemberg

	Infratest dimap (26 février 2026)	Groupe de recherche sur les élections (27 février 2026)
Bündnis 90/Die Grünen	27 %	25 %
CDU	28 %	27 %
SPD	7 %	9 %
FDP	6 %	6 %
AfD	18 %	19 %
Linke	5,5 %	6 %
Autres	8,5 %	8 %

Source : www.wahlrecht.de (dernière consultation le 11 février 2026).

L'AfD tire profit non seulement des piètres performances du gouvernement fédéral, mais aussi de la crise économique qui affecte particulièrement le Bade-Wurtemberg. Les deux partis au pouvoir, les Verts et la CDU, peinent à se dédouaner de la responsabilité du marasme économique qui touche ce *Land* dominé par un secteur automobile (constructeurs et sous-traitants) en forte récession, menacé par des plans de licenciements drastiques. Quant au SPD et au Parti libéral-démocrate d'Allemagne (FDP) qui, comme l'AfD, siègent dans l'opposition au Landtag de Stuttgart, leur cote de popularité n'a pour l'instant guère profité du désaveu de la gestion de la crise économique – laquelle pourrait encore s'aggraver du fait des tensions transatlantiques.

L'évolution de l'échiquier politique du Bade-Wurtemberg au cours des dernières années – et en particulier depuis 2016 – permet d'esquisser les scénarios électoraux les plus plausibles et les alternatives possibles pour la formation d'un futur gouvernement à Stuttgart. L'analyse des programmes des différents partis politiques régionaux permet également de tirer des conséquences pour la stabilité du gouvernement fédéral du chancelier Merz. L'économie est particulièrement en point de mire au cours de ces élections, raison pour laquelle un approfondissement sur la situation économique dans le Bade-Wurtemberg et ses principaux défis s'impose. Plus généralement, les implications des élections sur les sujets ayant trait à l'économie et à l'emploi, à l'immigration, à la politique étrangère et à la défense méritent une attention toute particulière. Afin de cerner la coalition gouvernementale susceptible de présenter le plus de points communs à l'issue des élections régionales, il est en outre utile de s'intéresser aux positions des différents partis en lice sur des domaines politiques centraux

tels que la politique économique, les mesures sociales et les investissements dans les infrastructures d'une part, et politique intérieure et questions de société d'autre part. Si l'AfD et Die Linke – cette dernière jamais représentée jusqu'à présent au Landtag de Stuttgart – atteignent un très bon résultat dans le Bade-Wurtemberg, non seulement la formation du gouvernement du *Land* et la durée des négociations de coalition s'en trouveront affectées, mais cela ne manquera pas d'attiser les débats sur l'attitude à adopter envers ces deux partis, en particulier au sein de la CDU et de la CSU.

Évolutions de l'échiquier politique dans le Bade-Wurtemberg

Pendant des décennies, la question de savoir quel parti sortirait vainqueur des élections dans le Bade-Wurtemberg et y formerait le gouvernement ne donnait guère lieu à des spéculations. Mais les élections régionales de 2011, 2016 et 2021 ont bouleversé la donne. Car en 2011, bien que la CDU conserve son rang de premier parti et de groupe parlementaire le plus important au Landtag de Stuttgart, avec 39 % des voix, loin devant Bündnis 90/Die Grünen, elle doit céder le pouvoir pour la première fois dans le *Land* depuis 1953. Et si elle y accède de nouveau à l'issue des élections régionales de 2016, c'est uniquement au titre de nouveau partenaire junior de Bündnis 90/Die Grünen, la coalition entre Verts et SPD ne disposant plus de la majorité parlementaire⁵.

Jusqu'aux élections régionales de 2011, le SPD se classe systématiquement en deuxième position derrière la CDU. S'ils ne sont jamais parvenus à investir la fonction de ministre-président, les sociaux-démocrates figurent néanmoins dans de nombreux gouvernements du Bade-Wurtemberg. Il en va de même pour les libéraux-démocrates, qui ont leurs bastions traditionnels dans le sud-ouest de l'Allemagne : ils ne seront jamais évincés du Landtag du Bade-Wurtemberg comme ils le seront dans tous les autres *Länder*. Le FDP n'est plus pour autant en mesure de renouer avec les résultats des années 1950 et 1960, où il obtenait entre 13,1 % et 18 % des suffrages aux élections régionales. Il est devancé par les Verts qui, non contents d'obtenir des résultats à deux chiffres (11,7 % et 12,1 %) lors des élections régionales de 2006 et 1996, se hissent en 2011 au rang de deuxième parti du *Land* avec 24,2 % des voix, puis de parti dominant en 2016 et 2021 avec 30,3 % puis 32,6 % des voix. Et si les Républicains (REP)⁶ parviennent à percer au Landtag en 1992 et 1996 avec respectivement 10,9 % et 9,1 % des voix, l'AfD, parti de plus en plus orienté vers la droite

5. Voir O. W. Gabriel et B. Kornelius, « Die baden-württembergische Landtagswahl vom 13. März 2016: Es grünt so grün », *op. cit.* ; M. Debus, « Verrückte Verhältnisse? Wahlverhalten und Parteienwettbewerb in Baden-Württemberg zwischen 2011 und 2016 » [Une situation folle ? Comportement électoral et concurrence entre les partis dans le Bade-Wurtemberg entre 2011 et 2016], in F. Hörisch et S. Wurster (dir.), *Das grün-rote Experiment in Baden-Württemberg* [L'expérience vert-rouge dans le Bade-Wurtemberg], Wiesbaden, Springer Verlag, 2017, p. 15-45.

6. Parti ayant remporté des succès lors de plusieurs élections régionales à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et classé comme formation d'extrême droite par l'Office fédéral de protection de la Constitution ; aujourd'hui, les Républicains n'ont plus aucun poids politique.

radicale, y accède lors des élections régionales de 2016 avec 15,1 % des voix. L'AfD conserve sa place au parlement régional en 2021 avec 9,7 % des suffrages. Le succès des Républicains et de l'AfD a été précédé, à la fin des années 1960, par une poussée du parti d'extrême droite La Patrie (NPD) ; après avoir remporté 9,8 % des voix lors des élections régionales de 1968, celui-ci renonce toutefois à se présenter en 1972, à la suite de lourds revers électoraux dans d'autres *Länder*. Les succès dans le Bade-Wurtemberg de partis situés très à droite, voire à l'extrême droite de l'échiquier politique ont toujours été corrélés à une conjoncture économique difficile, comme en 1968, 1992 et 1996, ou à des situations porteuses de conflits sociaux tels que l'arrivée de migrants en grand nombre en 2015-2016 et la pandémie de Covid-19 en 2021. Mais des analyses de séries chronologiques dans des zones géographiques restreintes montrent également que l'AfD, dans le Bade-Wurtemberg, bénéficie d'un soutien nettement plus prononcé là où, par le passé, les partis radicaux de droite tels que les Républicains et le NPD avaient obtenu de résultats particulièrement importants dans les urnes⁷. Quant à la gauche de l'échiquier politique, aucun parti n'a jusqu'à présent réussi à s'imposer au Landtag du Bade-Wurtemberg. Le parti Die Linke et son prédécesseur dans l'ouest de l'Allemagne, l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG), n'ont jamais recueilli plus de 3,6 % des voix aux élections régionales organisées entre 2006 et 2021.

Ces évolutions témoignent d'une part d'une fragmentation croissante de la scène politique régionale, et d'autre part d'une mutation dans les rapports de force entre les partis. Les Verts ont supplanté le SPD comme première formation de gauche au niveau régional. On peut se demander dans quelle mesure les scrutins plus récents confirment ces évolutions lors des élections non seulement régionales, mais aussi fédérales et européennes. L'illustration 1 montre les scores obtenus dans le Bade-Wurtemberg par la CDU, Bündnis 90/Die Grünen, le SPD, le FDP, l'AfD, Die Linke ainsi que l'Alliance Sarah Wagenknecht – pour la raison et la justice (BSW), parti fondé en 2025 et alliant narratif économique de gauche et conservatisme social. Il en ressort clairement que lors de toutes les élections ne concernant pas le Landtag, la CDU arrive en tête, parfois avec une avance considérable. C'est le cas tant pour les élections au Bundestag que pour les élections européennes ; nonobstant tous les facteurs contextuels qui ont pu peser sur lesdites élections, les Verts du Bade-Wurtemberg y ont obtenu des résultats nettement moins bons que lors des élections régionales, où ils profitaient de la présence de Winfried

7. J. Kölzer, Marc Debus et C. Stecker, « Alte Wurzeln, neue Wurzeln? Zum Einfluss früherer rechtsradikaler Unterstützung auf den AfD-Wahlerfolg bei der Europawahl 2024 » [Anciennes racines, nouvelles racines ? L'influence du soutien passé à l'extrême droite sur le succès électoral de l'AfD aux élections européennes de 2024], *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 66, n° 4, 2025, p. 847-865.

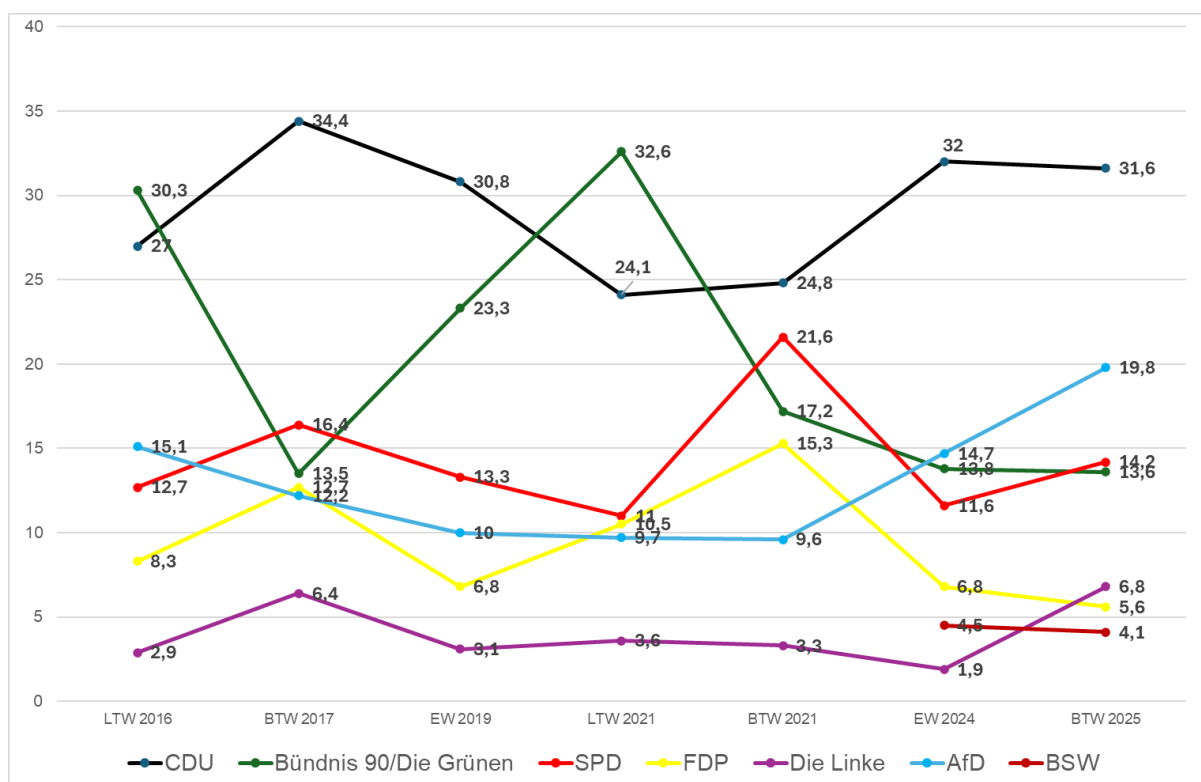
Kretschmann, ministre-président en exercice, en tête de leur liste⁸. Certes, depuis 2017, les scores de la CDU aux élections fédérales ou européennes dans le Bade-Wurtemberg sont loin d'égaliser ceux qu'elle obtenait lors des élections régionales dans les années 1980 ou 1990. Toutefois, sa base électorale semble plus stable que celle des Verts, de sorte qu'elle peut espérer compter sur un socle solide lors des prochaines élections, même si elle n'y présente pas un candidat très connu.

Autre enseignement des résultats électoraux présentés dans l'illustration 1 : l'AfD a réussi à s'imposer comme un acteur incontournable du paysage politique du Bade-Wurtemberg depuis les élections régionales de 2016, qui lui ont ouvert les portes du Landtag de Stuttgart : elle n'a, dès lors, enregistré aucun résultat inférieur à 9,6 %, toutes élections confondues. Avec 19,8 % des secondes voix lors des élections fédérales de 2025, elle réussit le double défi de devancer largement le SPD et Bündnis 90/Die Grünen, s'imposant comme le deuxième parti du *Land*, et de surpasser nettement son score moyen à l'échelle des *Länder* de l'ouest, où elle obtient 18 % des secondes voix. Les sociaux-démocrates, dans le Bade-Wurtemberg, ne sont parvenus qu'une seule fois entre 2016 et 2025 à dépasser les 20 % des suffrages : lors des élections fédérales de 2021, qui les voyaient par ailleurs arriver en tête au niveau national. Le reste du temps, leurs scores oscillent entre 11 et 16,4 %, loin derrière le parti de tête lors de chaque scrutin. Quant au FDP, les résultats qu'il obtient dans le Bade-Wurtemberg attestent de son fort ancrage dans ce *Land*, où il réalise généralement des scores supérieurs à ses résultats nationaux. Ainsi des élections fédérales de 2025, où son score de 4,3 % à l'échelle nationale lui fait manquer de loin le seuil électoral de 5 % qui détermine l'entrée au Bundestag, tandis qu'il obtient dans le Bade-Wurtemberg un score de 5,6 % des secondes voix. De même, les élections européennes de 2024 le voient remporter 6,8 % des voix dans le *Land*, soit bien davantage que les 5,2 % qu'il enregistre à l'échelle du pays. Le potentiel du FDP dans le Bade-Wurtemberg apparaît clairement non seulement dans les résultats des élections régionales de 2016 et 2021, qui lui valent respectivement 8,3 % et 9,7 % des voix, mais aussi dans ceux des élections fédérales de 2017 et 2021, où il obtient 12,7 % et 15,3 % des secondes voix. Die Linke, que ses scores inférieurs à 4 % écartent sans ambiguïté du Landtag du Bade-Wurtemberg, n'obtient qu'aux élections fédérales de 2017 et 2025 les 6,4 % et 6,8 % de suffrages susceptibles de la faire accéder à des sièges parlementaires ; encore ces scores restent-ils inférieurs à ceux qu'elle obtient en moyenne dans les *Länder* de l'ouest. Le BSW essuie lui aussi, lors des élections fédérales de 2025, un revers plus marqué dans le Bade-Wurtemberg qu'au niveau national : il enregistre un score de 4,1 % dans le *Land* et de 4,98 % à

8. Voir U. Eith, « Baden-Württemberg unter grüner Führung. Bilanz zweier Regierungsperioden unter Winfried Kretschmann » [Le Bade-Wurtemberg sous la direction des Verts. Bilan de deux mandats sous Winfried Kretschmann], *Notes du Cerfa* n° 159, Ifri, 2021, disponible sur : www.ifri.org.

l'échelle du pays, en deçà du seuil électoral pour entrer au Bundestag. Lors des élections européennes de 2024, déjà, ses résultats dans le Bade-Wurtemberg étaient inférieurs aux scores qu'il réalisait en moyenne au niveau national.

Illustration 1 : Scores des partis politiques dans le Bade-Wurtemberg lors des élections fédérales, régionales et européennes depuis 2016 (pourcentage des secondes voix)



Abréviations : BTW = élections fédérales ; LTW = élections régionales ; EW = élections européennes. Source : Office régional des statistiques du Bade-Wurtemberg, disponible sur : www.statistik-bw.de (données mises en forme par l'auteur).

Dans l'ensemble, le paysage politique du Bade-Wurtemberg a radicalement changé depuis 2016. Non seulement le nombre de partis représentés au parlement est passé de quatre à cinq avec l'arrivée de l'AfD, mais cette dernière a su se hisser au troisième, voire au deuxième rang en termes de voix. Cette ascension s'accompagne d'un affaiblissement croissant du SPD, qui a perdu son statut de deuxième force politique dans la région. Quant aux Verts, s'ils sont sortis vainqueurs des élections régionales de 2016 et 2021, les chrétiens-démocrates les ont parfois nettement devancés lors des autres élections, de sorte que le Bade-Wurtemberg ne saurait passer pour un « modèle vert ». Il reste à voir si leurs bons scores aux élections régionales résisteront au départ du très populaire ministre-président Kretschmann, ou s'effriteront à l'instar des résultats que les Verts ont enregistrés à l'échelle régionale lors des élections fédérales et européennes. Enfin, un éventuel succès de Die Linke dans le Bade-Wurtemberg – scénario rendu plausible par le bon résultat que le

parti y a obtenu au cours des élections fédérales de 2025 – viendrait complexifier le système parlementaire et rendrait encore plus ardue la recherche de majorités au Landtag.

Du reste, ce ne sont pas seulement les fluctuations des résultats enregistrés par les partis lors des différents scrutins de 2016 à 2025 qui rendent délicate l'évaluation de leurs perspectives lors de ces élections régionales. Les dernières recherches menées sur le comportement électoral montrent que les électeurs sont de plus en plus nombreux non seulement à changer fréquemment de parti favori, mais aussi à n'arrêter leur choix définitif que sur le tard⁹. Ainsi, s'ils étaient environ 5 % lors des élections fédérales des années 1960, à se déterminer au cours des deux à quatre semaines précédant le scrutin, cette proportion est passée à près de 40 % dans les années 2010¹⁰. Les déterminants de court terme, tels que la conception des campagnes électorales et les thématiques mises en avant, ont donc acquis plus de poids. S'ajoute à cela l'élargissement du corps électoral aux jeunes de 16 et 17 ans, dont les préférences politiques peuvent être plus volatiles que celles des électeurs plus âgés. Dans ce contexte, les sondages réalisés plusieurs mois, voire plusieurs semaines, avant les élections deviennent fort peu significatifs.

La popularité des partis et, donc, leurs chances de succès aux urnes dépendent en outre de multiples facteurs. Parmi ceux-ci figurent notamment la conjoncture économique actuelle et prévisionnelle, et la corrélation que les électeurs établissent entre celle-ci et la politique du gouvernement en place¹¹. Au vu de la morosité économique régnant dans le Bade-Wurtemberg comme dans toute l'Allemagne, et des évaluations plutôt pessimistes des citoyens¹², il faut s'attendre à un désaveu tant des Verts et de la CDU, au pouvoir dans le Bade-Wurtemberg, que des chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates, au pouvoir au niveau fédéral, leurs chances dans les urnes étant vraisemblablement affectées par la responsabilité qui leur sera imputée.

9. K. Arzheimer, « "Dead Men Walking?" Party Identification in Germany, 1977-2002 », *Electoral Studies*, vol. 25, n° 4, 2006, p. 791-807 ; R. Schmitt-Beck et J. Partheymüller, « Why Voters Decide Late: A simultaneous Test of Old and New Hypotheses at the 2005 and 2009 German Federal Elections », *German Politics*, vol. 21, n° 3, 2012, p. 299-316 ; R. Dassonneville, P. Baudewyns, M. Debus, R. Schmitt-Beck, « The Time of the Vote Choice. Causes and Consequences of Late Deciding », in K. Deschouwer (dir.), *Mind the Gap: Political Participation and Representation in Belgium*, Colchester, ECPR Press, 2017, p. 201-277.

10. *Ibid.*, p. 204.

11. R. M. Duch et R. Stevenson, « The Global Economy, Competency, and the Economic Vote », *The Journal of Politics*, vol. 72, n° 1, 2010, p. 105-123 ; T. Persson et G. Tabellini, *Macroeconomic Policy, Credibility and Politics*, Abingdon, Routledge, 1990.

12. Voir par exemple les résultats des sondages menés par l'institut Forschungsgruppe Wahlen : disponible sur : www.forschungsgruppe.de [dernière consultation le 20 janvier 2026]. Voir aussi SWR, « Umfrage: Jeder fünfte Mensch in BW sorgt sich um seinen Job », 2026, disponible sur : www.swr.de.

Parmi les éléments déterminants figurent également la capacité des partis au pouvoir à agir de manière efficace et énergique¹³ et à tenir leurs promesses clés¹⁴, ainsi que la quantité de compromis douloureux imposés à leur propre électorat¹⁵. Compte aussi la cote de popularité des dirigeants, surtout du chef du gouvernement – ministre-président ou chancelier¹⁶ –, dont on a vu que les Verts avaient grandement profité dans le Bade-Wurtemberg lors des élections régionales de 2016 et 2021. Le rayon que couvre une coalition sur l'échiquier politique fournit un indicateur du degré de compromis qu'un gouvernement doit accepter pour assurer une coopération stable pendant une législature. Or les Verts et la CDU, au pouvoir dans le Bade-Wurtemberg depuis 2016, affichent une ligne politique et idéologique très divergente sur des enjeux cruciaux tels que la politique économique, les infrastructures, la politique migratoire et l'éducation, bien que les Verts aient par ailleurs une position nettement plus modérée dans le *Land* qu'au niveau fédéral. Il en résulte des compromis qui déçoivent leurs partisans et, comme pour la coalition « feu tricolore » au niveau fédéral entre 2021 et 2024, une baisse du taux de satisfaction à l'égard de la coalition gouvernementale dans son ensemble et de ses partis en particulier¹⁷. Les Verts comme la CDU pourraient en pâtir au prochain scrutin régional, leur ancien électorat risquant de les délaisser pour un autre parti ou choisir de s'abstenir. L'opposition actuelle – AfD, SPD et FDP – et les partis non représentés au Landtag – Die Linke et le BSW – pourraient en bénéficier. Potentiellement, la CDU et les Verts pourraient perdre leur majorité parlementaire, ce qui compliquerait considérablement la formation d'un gouvernement, en particulier si une coalition entre CDU, SPD et FDP ne suffisait pas à obtenir la majorité.

Enfin, la perception qu'ont les électeurs de l'unité au sein des partis revêt une grande importance. Une image publique de discorde représente un lourd handicap, que le parti soit au gouvernement ou dans l'opposition : les citoyens lui prêtent alors sensiblement moins de compétences en

13. S. Ganghof et Thomas Bräuninger, « Government Status and Legislative Behaviour: Partisan Veto Players in Australia, Denmark, Finland and Germany », *Party Politics*, vol. 12, n° 4, 2006, p. 521-539.

14. R. Thomson *et al.*, « The Fulfillment of Parties' Election Pledges: A Comparative Study on the Impact of Power Sharing », *American Journal of Political Science*, vol. 61, n° 3, 2017, p. 527-542.

15. D. Fortunato, « The Electoral Implications of Coalition Policy Making », *British Journal of Political Science*, vol. 49, n° 1, 2019, p. 59-80.

16. H. Schoen et R. Greszki, « A Third Term for a Popular Chancellor: An Analysis of Voting Behaviour in the 2013 German Federal Election », *German Politics*, vol. 23, n° 4, 2014, p. 251-267.

17. Voir M. Debus, L. Siefken et C. Stecker, « Die kontinuierlich wachsende Unzufriedenheit mit der Ampelkoalition. Eine Evaluierung der Zufriedenheit der Wählerinnen und Wähler mit den Regierungsparteien während der 20. Legislaturperiode des Bundestages » [Le mécontentement croissant envers la coalition “feu tricolore”. Évaluation de la satisfaction des électeurs envers les partis au pouvoir pendant la 20^e législature du Bundestag], in R. Zohlnhöfer et F. Engler (dir.), *Die Ampel-Koalition zwischen Fortschrittsversprechen, Dauerkrise und Polarisierung. Eine Bilanz der Regierung Scholz, 2021-2025* [La coalition “feu tricolore” entre promesses de progrès, crise permanente et polarisation. Bilan du gouvernement Scholz, 2021-2025], Wiesbaden, Springer Verlag, 2026, à paraître.

matière de résolution des problèmes¹⁸. Ce facteur est lui-même déterminant pour expliquer les choix électoraux. Si les partis et les gouvernements qu'ils forment donnent l'impression d'être divisés, les chances de réélection des partis au pouvoir sont plutôt faibles, indépendamment des réalisations concrètes du gouvernement dans d'autres domaines. Certes, les clivages au sein de la CDU du Bade-Wurtemberg se sont nettement atténués ces dernières années et le parti s'est largement rallié à son président et candidat de tête, Manuel Hagel¹⁹. De même, la tête de liste des Verts, Cem Özdemir, a été désignée de façon consensuelle, sans qu'aucun conflit ne transparaît²⁰. Il n'en reste pas moins que les deux partis entretiennent des débats internes, tant au niveau régional que fédéral, sur le cap à suivre dans des domaines politiques de premier plan tels que la politique économique et sociale (notamment en matière de retraites pour la CDU²¹), la politique migratoire, la politique énergétique et climatique, et – surtout dans le cas des chrétiens-démocrates – leur position vis-à-vis de l'AfD. Ces derniers points constituent d'ailleurs des obstacles majeurs à un éventuel maintien de la coalition gouvernementale entre les Verts et la CDU. Alors que le programme électoral des Verts met l'accent sur le développement des énergies renouvelables, les technologies liées à l'hydrogène vert, la mobilité électrique et une économie circulaire préservant les ressources, la CDU prône une politique économique axée sur la croissance, misant sur l'ouverture technologique et, élément clé pour l'industrie automobile de la région, sur la suppression de l'interdiction des moteurs thermiques. Si les Verts et la CDU viennent à former, éventuellement faute d'autre option, un gouvernement commun, non seulement ils seront en peine de trouver un terrain d'entente sur les questions économiques et énergétiques, mais ils risquent surtout de mécontenter leurs membres par ces compromis ; le travail gouvernemental d'une coalition verte-noire ou noire-verte s'en trouverait compliqué et fragilisé.

Les autres partis ne sont pas épargnés par les conflits internes. Ainsi du SPD, marqué par des désaccords sur la politique étrangère et de défense, ou encore de l'AfD : celle-ci doit gérer des tensions avec son aile nationaliste, particulièrement influente dans ses sections de l'est de l'Allemagne, et connaît des dissensions en matière de politique étrangère et de défense, notamment s'agissant du soutien ou du rejet du rétablissement du service militaire obligatoire.

18. Z. D. Greene et M. Haber, « The Consequences of Appearing Divided: An Analysis of Party Evaluations and Vote Choice », *Electoral Studies*, vol. 37, n° 1, 2015, p. 15-27.

19. R. Muschel, « Schaffe, schaffe, Wahl gewinne » [Bosse, bosse, gagne les élections], *Süddeutsche Zeitung*, 7 janvier 2026, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

20. J. Löhr et C. Budras, « Warum Cem Özdemir eine grüne Agenda 2010 für nötig hält » [Pourquoi Cem Özdemir estime qu'un programme vert 2010 est nécessaire], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 novembre 2025, disponible sur : www.faz.net.

21. R. Soldt, « Für den Sieg auf Distanz zu Merz » [Pour la victoire, loin devant Merz], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 novembre 2025, disponible sur : www.faz.net.

À la lumière de ces considérations, il apparaît aventureux de formuler des pronostics précis quant à l'issue du scrutin. De nombreux éléments laissent à penser que les deux partis au pouvoir dans le Bade-Wurtemberg, à savoir les Verts et la CDU, ne sont pas en bonne posture, et que certains partis pourraient tirer parti de leur faiblesse : l'AfD, malgré ses querelles internes sur sa ligne politique, et Die Linke, voire le FDP. Il est utile de dresser un panorama d'une part des principales thématiques de la campagne électorale régionale et des défis économiques à relever, et d'autre part des prises de position des partis du Bade-Wurtemberg dans leurs programmes électoraux ce qui permettra également d'aborder le processus de formation du gouvernement à l'issue des élections régionales de 2026.

Conjoncture économique dans le Bade-Wurtemberg, et son incidence sur les élections régionales

La teneur des campagnes électorales et les choix des électeurs sont largement déterminés par les thèmes au cœur de l'actualité politique, que la population comme les responsables politiques tiennent pour des enjeux politiques clés. À ces thèmes s'ajoutent les domaines politiques relevant en propre de la compétence des instances territoriales concernées – dans le cas des *Länder*, la politique éducative au premier chef – ainsi que les efforts stratégiques et tactiques déployés par les partis pour mettre en avant les thèmes dans lesquels ils sont jugés particulièrement compétents.

À en juger par un sondage réalisé en décembre 2025, les enjeux majeurs aux yeux de la majorité de la population allemande, outre la thématique des migrations, des réfugiés et de l'intégration, sont la conjoncture économique et ses implications pratiques : chômage, retraites et coûts énergétiques²². Ce diagnostic fait écho à la teneur générale des débats politiques où, depuis les élections fédérales de 2025, la question de l'avenir de l'Allemagne en tant que puissance économique s'impose avec de plus en plus de force, aux côtés des enjeux de migration et d'intégration²³. Et de fait, les données relatives à l'évolution de la conjoncture économique en Allemagne, en général, et dans le Bade-Wurtemberg, en particulier, font état d'une dégradation ces dernières années. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) allemand, comparé à l'année précédente, a-t-il diminué de 0,9 % en 2023 et de 0,5 % en 2024 ; et s'il est remonté de 0,2 % en 2025²⁴, les chiffres de l'Office fédéral allemand de la statistique montrent que cette légère reprise est surtout à mettre au crédit de la hausse de la consommation des ménages et de l'État ; les exportations, elles, continuent à reculer et les dépenses d'investissement restent faibles. L'économie exportatrice allemande est fortement pénalisée par la politique douanière du gouvernement américain et l'appréciation de l'euro, et fait face à une

22. Sondage de l'institut Forschungsgruppe Wahlen. Les résultats complets du baromètre politique peuvent être consultés en ligne sous forme de série chronologique, disponible sur : www.forschungsgruppe.de.

23. W. Schroeder et H. Bruns, « Die Bundestagswahl vom 23. Februar 2025: Atempause in einer politisierten Gesellschaft » [Les élections fédérales du 23 février 2025 : une pause dans une société politisée], *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 56, n° 3, 2025, p. 613-644.

24. Chiffres 2026 de l'Office fédéral de la statistique, disponible sur : www.destatis.de.

concurrence croissante de la part de la Chine²⁵. Le conflit au sein de l'alliance transatlantique au sujet du Groenland et les mesures de rétorsion douanières annoncées par le gouvernement américain pourraient peser encore plus lourdement sur l'économie allemande en général et sur celle du Bade-Wurtemberg en particulier, celle-ci étant particulièrement tournée vers l'exportation. Parmi les autres indicateurs majeurs de la tension économique persistante, on peut citer l'état du secteur manufacturier, qui a enregistré en 2025 une baisse de son activité pour la troisième année consécutive : la valeur ajoutée brute corrigée des variations de prix a diminué de 1,3 % par rapport à 2024. Cette baisse affecte en particulier l'industrie automobile et la construction mécanique²⁶.

Le Bade-Wurtemberg est particulièrement touché par cette faiblesse des exportations allemandes et de l'industrie manufacturière. D'une part, parce que depuis des décennies, la construction mécanique, la construction automobile et l'électrotechnique constituent précisément les fers de lance de son économie²⁷, notamment grâce à la collaboration entre de grands groupes tels que Mercedes-Benz, Bosch ou Porsche et des entreprises de taille moyenne implantées dans le Bade-Wurtemberg et dont certaines ont encore des sites de production locaux²⁸. D'autre part, parce qu'il est l'un des *Länder* où la part des exportations dans la production économique totale est particulièrement élevée. D'où l'impact singulièrement sévère des aléas économiques qui frappent l'Allemagne sur l'économie du Bade-Wurtemberg. La situation a conduit les entreprises à adopter des mesures et des décisions aux effets bien tangibles : de grands groupes tels que Mercedes-Benz, Bosch ou ZF à Friedrichshafen ont annoncé la suppression de milliers d'emplois en 2025, et le nombre de faillites dans le Bade-Wurtemberg a considérablement augmenté en 2025 par rapport à 2024²⁹. À ce propos, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a évoqué un « syndrome de Detroit³⁰ », allusion au déclin de l'industrie automobile du Michigan qui a pesé pendant des décennies à Detroit et ses environs. L'indice du climat des affaires, établi par l'Institut ifo de Munich, a chuté en 2024 avant de remonter légèrement en 2025³¹. Les perspectives pour 2026 ne sont guère

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

27. H. Cost, « Die Wirtschaft Baden-Württembergs » [L'économie du Bade-Wurtemberg], in H.-G. Wehling et R. Weber (dir.), *Baden-Württemberg: Gesellschaft, Geschichte, Politik* [Bade-Wurtemberg : société, histoire, politique], Stuttgart, Kohlhammer, p. 217-237, ici p. 222.

28. *Ibid.*, p. 226-228.

29. « Wirtschaft im Südwesten bleibt 2026 im Krisenmodus » [L'économie du sud-ouest reste en crise en 2026], Deutsche Presse-Agentur (Dpa), 8 décembre 2025, disponible sur : www.zeit.de ; « Firmenpleite in Baden-Württemberg nehmen zu » [Les faillites d'entreprises augmentent dans le Bade-Wurtemberg], Dpa, 17 décembre 2025, disponible sur : www.staatsanzeiger.de.

30. R. Soldt, « Angst vor Detroit » [Peur de Detroit], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 novembre 2025.

31. L. Bank, « Konjunktur im Südwesten: Leichte Erholung – aber kein Befreiungsschlag » [Conjoncture dans le sud-ouest : légère reprise, mais pas de rebond décisif], 2026, disponible sur : www.konjunktur-bw.de ; K. Demmelhuber et D. Schaller, « Industriestandort unter Druck: Baden-Württembergs Wirtschaft

plus encourageantes : les entreprises du Bade-Wurtemberg sont loin d'être optimistes et les prévisions économiques pour le premier semestre 2026 sont essentiellement sombres³².

Les mesures prises par les entreprises ont des répercussions directes sur le moral de la population en général et sur les positions politiques en particulier. Selon le sondage BaWü-Check réalisé en novembre et décembre 2025 sur la base d'un échantillon représentatif, 57 % des personnes interrogées expriment une inquiétude forte ou très forte quant à la situation de l'industrie automobile, et 68 % estiment que le gouvernement régional doit faire davantage pour renforcer l'attractivité économique du *Land*³³. Le fait que 68 % des électeurs potentiels de la CDU partagent cet avis met en évidence le problème auquel sont confrontés les chrétiens-démocrates : en tant que partenaires juniors des Verts, ils ne peuvent pas se distancier de la politique menée par le gouvernement régional, et ils se voient imputer la détérioration de la situation économique dans le Bade-Wurtemberg.

Des études consacrées aux effets des profils socio-économiques des communes du Bade-Wurtemberg sur les scores de l'AfD lors des dernières élections établissent une corrélation entre le développement économique et les résultats électoraux des partis, en particulier dans le Bade-Wurtemberg. Elles montrent que l'AfD bénéficie d'un soutien nettement plus important non seulement dans les localités où des partis de droite radicale se sont dans le passé illustrés par des résultats supérieurs à leur moyenne nationale, mais aussi là où existe un fort pourcentage de travailleurs non diplômés, et dans les bastions de l'industrie manufacturière aujourd'hui menacés par le déclin³⁴ – ce recul industriel étant du reste corrélé aussi à un soutien accru aux partis populistes de gauche³⁵. Le Bade-Wurtemberg connaissant précisément ces problèmes structurels, on peut s'attendre à ce que l'AfD et Die Linke obtiennent de bons résultats aux élections régionales, ce qui se traduirait par des pertes pour les Verts et la CDU, mais aussi de moindres chances de progression pour les partis d'opposition au Landtag de Stuttgart que sont le SPD et le FDP.

im Spannungsfeld konjunktureller Herausforderungen » [Site industriel sous pression : l'économie du Bade-Wurtemberg confrontée à des défis conjoncturels], Ifo, 2024, disponible sur : www.ifo.de.

32. L. Bank, « Konjunktur im Südwesten: Leichte Erholung – aber kein Befreiungsschlag », *op.cit.*, 2026.

33. « Umfrage: So groß ist die Sorge um den Automobilstandort im Südwesten » [Sondage : l'inquiétude est grande pour le secteur automobile dans le sud-ouest], Dpa, 11 décembre 2025, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

34. Voir J. Kölzer, M. Debus et C. Stecker, « Alte Wurzeln, neue Wurzeln? Zum Einfluss früherer rechtsradikaler Unterstützung auf den AfD-Wahlerfolg bei der Europawahl 2024 » [Anciennes racines, nouvelles racines ? L'influence du soutien passé à l'extrême droite sur le succès électoral de l'AfD aux élections européennes de 2024], *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 66, 2025, p. 847-865 ; M. Bayerlein, J. Kölzer et A. Metten, « Industrial Employment and Populism in Germany – Exploring the Effect of Actual and Looming Decline », *Politische Vierteljahresschrift*, 2025, disponible sur : <https://doi.org/>.

35. *Ibid.*

Programmes électoraux des partis au Bade-Wurtemberg

La conjoncture difficile du Bade-Wurtemberg, avec les défis structurels auxquels sont confrontés l'industrie automobile et ses multiples prestataires de taille moyenne, trouve un écho dans les priorités affichées par les partis pendant la campagne électorale. Si l'on considère comme indicateur de leur importance pour un parti l'ordre dans lequel les thèmes politiques figurent dans son programme électoral³⁶, on fait des découvertes surprenantes au vu des priorités traditionnellement exposées par les partis. Tous les partis actuellement représentés au Landtag, ainsi que Die Linke et le BSW, placent en tête de leur programme leurs engagements sur les questions économiques, sociales et financières. Or, si cela ne surprend guère s'agissant de la CDU et du FDP, ainsi que des partis de gauche comme le SPD, Die Linke et le BSW qui prônent la justice sociale et la redistribution³⁷, il est notable que Bündnis 90/Die Grünen et l'AfD, dont les lignes respectives sont fondées sur une priorité claire – politique environnementale ou politique migratoire –, fassent le même choix. Que deux partis clairement identifiés aux thèmes de la protection de l'environnement et de la méfiance envers l'immigration, et se positionnant eux-mêmes comme tels, affichent les questions économiques et sociales en tête de leur programme électoral, autrement dit du document qui sert de référence aux électeurs et aux médias pour appréhender leurs orientations politiques pour la législature à venir et fonde généralement les négociations de coalition³⁸, voilà qui en dit long sur l'importance des tensions économiques dans le *Land*.

Les programmes électoraux de tous les partis font une large part aux questions de politique éducative, sans surprise étant donné que la politique en matière d'éducation et de recherche relève de la compétence des *Länder*. Plus surprenante est l'accent mis sur les questions non seulement de politique européenne et étrangère – à l'importance évidente pour une

36. Voir A. Adendorf, « Topic Order in Election Manifestos: How the Order of Policy Issues Affects Voters' Perceptions of Parties' Key Issues », European Politics Online Workshop, avril 2022, disponible sur : <https://europow.com>.

37. M. Baumann, M. Debus et M. Gross, « Strategic Issue Emphasis in Parties' Election Campaign Statements », *Party Politics*, vol. 27, n° 3, 2021, p. 515-527.

38. I. Budge et al., *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors, and Governments, 1945-1998*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; S. Bowler et al., « Let's Just Agree to Disagree: Dispute Resolution Mechanisms in Coalition Agreements », *The Journal of Politics*, vol. 78, n° 4, 2016, p. 1264-1278 ; H. Klüver et H. Bäck, « Coalition Agreements, Issue Attention, and Cabinet Governance », *Comparative Political Studies*, vol. 52, n° 13-14, 2019, p. 1995-2031.

économie axée sur les exportations – mais aussi de défense. Certes, le contexte de la guerre en Ukraine et de la crise au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) explique cette évolution, mais il est inhabituel que les questions de politique étrangère et de défense, qui ne relèvent nullement des *Länder*, occupent une telle place dans les programmes électoraux régionaux³⁹. La manière dont les Verts du Bade-Wurtemberg incluent dans leur programme électoral le sujet de la migration et de l'intégration mérite également d'être soulignée. Bien qu'ils l'abordent dans le dernier chapitre, ils le font *via* le concept à connotation plutôt conservatrice et traditionnelle de *Heimat* (« patrie »). Ce choix peut laisser à penser que le thème de l'immigration, omniprésent dans les médias depuis l'afflux de réfugiés en 2015-2016, pourrait faire l'objet d'un traitement moins progressiste afin de rallier des électeurs plus sceptiques vis-à-vis de la migration que l'électorat habituellement acquis aux Verts. L'angle choisi, pour le moins surprenant, peut être analysé à la lumière du changement de tête de liste des Verts : il s'agirait de retenir les électeurs conservateurs qui par le passé ont donné leur voix essentiellement au programme Vert tel que le façonnait Winfried Kretschmann.

Il est vrai que le fait que les partis accordent à certaines thématiques une place centrale ou privilégiée dans leurs programmes électoraux ne renseigne pas nécessairement sur leur prise de position sur ces questions. C'est plutôt en analysant la teneur des programmes présentés lors des élections régionales de 2011 à 2026 que l'on peut cerner la position des partis sur les grands thèmes politiques et retracer leur évolution⁴⁰.

Deux axes politiques s'avèrent particulièrement importants à cet égard : les questions économiques et sociales et les enjeux de société⁴¹. Leur traitement n'a guère évolué entre 2011 et 2026⁴². La CDU, le SPD, le FDP et

39. T. Bräuninger *et al.*, *Parteienwettbewerb in den deutschen Bundesländern* [Concurrence entre les partis dans les *Länder* allemands], Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2020. Notons que compte tenu de l'importance considérable que revêt la relation avec la Russie aux yeux des habitants des *Länder* de l'Est, l'AfD et le BSW vont en toute probabilité y souligner leurs positions pro-russes lors de leur campagne pour les élections régionales.

40. Cette analyse repose sur une méthode dite « *word scoring* ». Elle consiste à relever la fréquence des mots dans les programmes et à la comparer à des textes de référence déjà étudiés dans le cadre d'analyses de contenu. Les données exploitées ici proviennent d'un ensemble mis à jour en continu, qui recense les positions des partis sur des thèmes politiques clés à partir de tous les programmes électoraux des élections fédérales et régionales en Allemagne depuis janvier 1990. Voir M. Laver, K. Benoit et J. Garry, « Extracting Policy Positions from Political Texts Using Words as Data », *American Political Science Review*, vol. 97, n° 2, 2003, p. 311-33 ; T. Bräuninger, M. Debus et J. Müller, « Estimating Policy Positions of Political Actors Across Countries and Time », *MZES Arbeitspapier*, n° 153, 2013.

41. Voir par exemple F. Urban Pappi, « Regierungsbildung im deutschen Fünf-Parteiensystem » [Formation du gouvernement dans le système allemand à cinq partis], *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 50, n° 2, 2009, p. 187-202 ; M. Debus, « Parteienwettbewerb und Wahrscheinlichkeit verschiedener Koalitionsoptionen bei der Bundestagswahl 2021 » [Concurrence entre les partis et probabilité des différentes options de coalition lors des élections fédérales de 2021], *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 63, n° 1, 2022, p. 73-88.

42. Voir la présentation des positions des partis de 2011 à 2021 par M. Debus, « Parteienwettbewerb und Koalitionsbildung in Baden-Württemberg im Rahmen der Landtagswahl 2021 », *op. cit.*, p. 21-41.

les Verts du Bade-Wurtemberg adoptent, par rapport à leurs homologues d'autres *Länder*⁴³, des positions relativement modérées et plutôt centristes. Si, sur le plan économique, le FDP est plus proche de la CDU, il a plus d'affinités avec le SPD sur les questions de société – même si en la matière, son écart avec la CDU s'est sensiblement réduit ces quinze dernières années par rapport aux années 1992-2006, celle-ci ayant fait évoluer son discours dans un sens plus modéré⁴⁴. Compte tenu des caractéristiques socio-structurelles du Bade-Wurtemberg, on aurait pu s'attendre à ce que la CDU adopte une position plus conservatrice, notamment afin de séduire les électeurs de l'AfD, dont le programme en matière de questions de société était résolument traditionnel en 2016 et 2021. Die Linke, jamais représentée jusqu'à présent au Landtag, défend une position radicale sur les questions sociétales et économiques ; sa ligne s'est déplacée encore plus à gauche en 2021. Le BSW, en lice pour la première fois aux élections régionales dans le Bade-Wurtemberg, présente un programme étonnamment voisin de celui des Verts et du SPD.

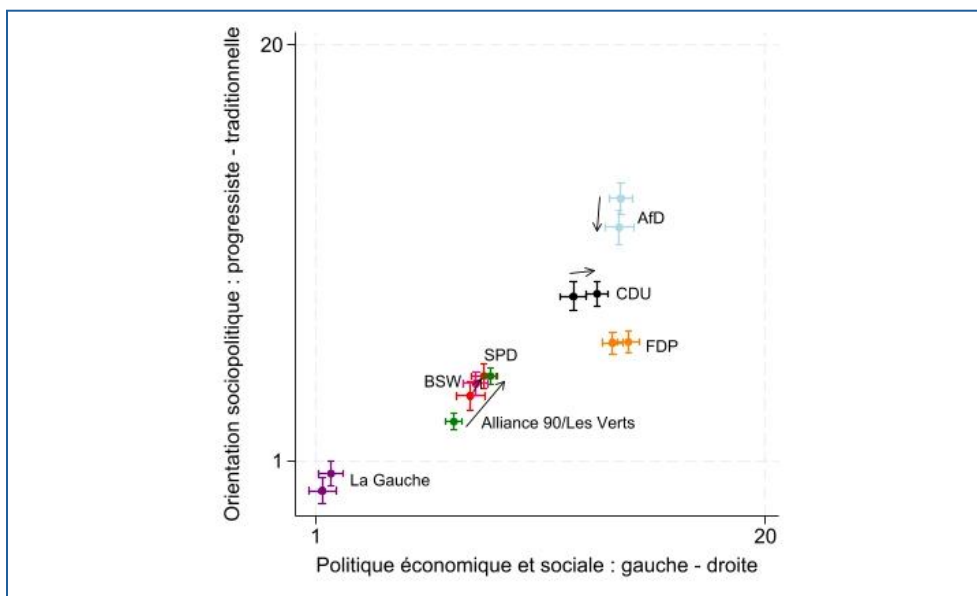
Le repositionnement des Verts à l'approche des élections régionales de 2026 est notable (cf. illustration 2). Sur les questions de société, notamment, ils empruntent une voie plus modérée, à l'image de leur changement d'approche vis-à-vis de la migration, désormais abordée à travers le prisme plutôt conservateur de la *Heimat*. Là où la CDU, aux élections régionales de 2021, avait opéré un glissement vers la gauche en matière de politique économique et sociétale, elle réoriente cette fois-ci sa ligne économique vers des positions nettement plus proches du libéralisme. Son orientation très modérée en matière de questions de société a en effet, par le passé, ouvert un nouvel espace à l'AfD, lui permettant de s'implanter dans le Bade-Wurtemberg puis d'y confirmer sa position tant en 2021 qu'en 2026. Les chrétiens-démocrates du *Land* n'ont pas pour autant adopté des positions aussi progressistes sur les enjeux de société que leurs homologues d'autres *Länder*, comme le Schleswig-Holstein lors des élections régionales de 2017 ou la Rhénanie-du-Nord-Westphalie lors des élections régionales de 2022⁴⁵. Quant au FDP, c'est à peine s'il a modifié sa ligne traditionnelle.

43. T. Bräuninger et al., *Parteienwettbewerb in den deutschen Bundesländern*, op. cit., p. 73-77.

44. M. Debus, « Parteienwettbewerb und Koalitionsbildung in Baden-Württemberg im Rahmen der Landtagswahl 2021 », op. cit., p. 30.

45. T. Bräuninger et al., *Parteienwettbewerb in den deutschen Bundesländern*, op. cit., p. 175.

Illustration 2 : Positions des partis politiques au Bade-Wurtemberg en matière de politique économique et sociétale, 2021-2026



Source : mise à jour des données de Bräuninger et al.⁴⁶ Les flèches indiquent les évolutions de certains partis ; les barres situées autour du point représentant le parti illustrent la marge d'erreur statistique.

46. T. Bräuninger et al., *Parteienwettbewerb in den deutschen Bundesländern*, op. cit.

Portée des programmes des partis pour la formation du gouvernement

Quelle sera l'incidence des programmes politiques que nous avons évoqués sur la formation du prochain gouvernement, processus fortement déterminé par le positionnement des partis, le nombre de sièges qu'ils ont remportés et leurs déclarations préélectorales sur leurs potentielles stratégies d'alliance ? Les coalitions les plus cohérentes en termes de programme associeraient Verts et SPD ou CDU et FDP – deux scénarios très improbables étant donné l'opinion et les sondages actuels. Compte tenu du glissement de Bündnis 90/Die Grünen vers des positions plus modérées en matière économique et surtout sociétale, les divergences de principe avec son partenaire de coalition, la CDU, sont légèrement moins marquées qu'en 2021. La négociation d'un accord de coalition entre les deux partis serait donc plus aisée encore qu'en 2021, même si les chrétiens-démocrates ne donnent pas la priorité à une alliance avec les Verts. De sérieux clivages subsistent entre les deux partis. Ainsi notamment de l'avenir de l'industrie automobile et particulièrement du moteur thermique, que les Verts rejettent catégoriquement tandis que la CDU préconise des solutions hybrides. Ou encore de la politique en matière d'infrastructures, où les Verts plaident pour l'extension des routes et des voies ferrées existantes là où la CDU privilégie la construction de nouveaux axes. Dans l'hypothèse d'une progression de l'AfD et de Die Linke telle que la coalition verte-noire ou noire-verte ne pourrait être reconduite faute de majorité parlementaire et qu'une alliance CDU-SPD-FDP échouerait également à constituer une majorité, la seule issue réaliste serait l'intégration du SPD dans une coalition CDU-Verts. L'hétérogénéité politique du prochain gouvernement régional du Bade-Wurtemberg s'en trouverait encore accentuée, ce qui prolongerait le processus de négociation interpartis⁴⁷. Elle ferait aussi pencher la balance économique et sociale du prochain gouvernement davantage vers la gauche, ce qui serait très mal accueilli au sein de la CDU : le poids qu'auraient les Verts et le SPD dans ce type de coalition leur permettrait de davantage s'imposer sur les questions économiques et sociales, à propos desquelles l'aile modérée de la CDU prône avec insistance des réformes structurelles.

47. H. Bäck, A. Quiroz Flores et J. Teorell, *The Selection and Tenure of Foreign Ministers Around the World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2024.

Quelle serait donc l'issue possible si la CDU et les Verts, alliés potentiellement aux sociaux-démocrates, échouaient à trouver un compromis viable sur les grands enjeux politiques, notamment les dossiers économiques à l'importance brûlante dans la conjoncture du Bade-Wurtemberg mais qui les voient s'opposer, en particulier sur la fin des moteurs thermiques et la mobilité électrique ? Resterait alors la solution d'un gouvernement minoritaire qui, au gré des dossiers, tenterait de s'assurer des majorités variables au Parlement⁴⁸. Ce scénario engendrerait de l'incertitude pour les entreprises, les orientations politiques d'un gouvernement dépourvu d'accord de coalition et tributaire de majorités fluctuantes devenant difficilement prévisibles. Par ailleurs, s'engagerait un débat politique sur l'intégration de l'AfD – que les autres partis excluent unanimement comme partenaire – dans le processus législatif, ce qui aurait des répercussions profondes sur les conflits entre et au sein des partis, dans le Bade-Wurtemberg comme dans toute l'Allemagne.

48. Voir C. Stecker, *Kompromisse ohne Koalitionsskorsett. Wie flexible Mehrheiten die Demokratie stärken* [Des compromis sans le carcan de la coalition. Comment les majorités flexibles renforcent la démocratie], Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2026.

Conclusion : répercussions nationales des élections régionales dans le Bade-Wurtemberg

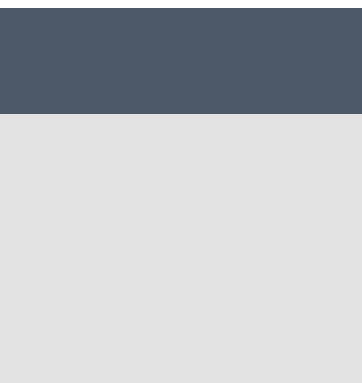
Les élections régionales dans le Bade-Wurtemberg pourraient donner le ton pour l'année électorale 2026 en Allemagne, et contribuer à déterminer le cours de la politique fédérale des autres élections régionales prévues en 2026. Les perspectives ne sont guère engageantes pour les partis au pouvoir dans le *Land* (les Verts et la CDU) comme au niveau fédéral (la CDU/CSU et le SPD), les électeurs risquant de les tenir responsables du marasme économique qui touche notamment l'industrie automobile dans un *Land* par ailleurs prospère. Les conflits récurrents au sein du gouvernement fédéral et les clivages entre la CDU et les Verts laissent donc présager pour les élections régionales une hausse des voix pour les partis de rupture, tant à gauche qu'à droite. Le cas échéant, la formation du gouvernement du Bade-Wurtemberg prendrait une tournure difficile, avec des négociations complexes pour former une coalition et des compromis épineux, notamment en matière de politique économique et énergétique. À défaut d'accord entre les partis, un gouvernement minoritaire pourrait voir le jour, avec pour corollaire une résurgence du débat sur la stratégie à adopter vis-à-vis de l'AfD (politique du « cordon sanitaire », ou « *Brandmauer* »). Des débats houleux ne manqueraient pas de s'ensuivre notamment au sein de la CDU, et l'alliance de celui-ci avec le SPD au niveau fédéral s'en trouverait compromise.

D'autre part, si la CDU, le SPD et les Verts réalisent des scores médiocres et se voient éclipsés par l'AfD, Die Linke et le FDP, les élections régionales qui se tiendront deux semaines plus tard en Rhénanie-Palatinat pourraient en être influencées, tout comme les élections prévues à l'automne en Saxe-Anhalt, à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie occidentale. Si le FDP échoue dans son « fief » du Bade-Wurtemberg, il est difficile d'imaginer qu'il puisse rallier suffisamment de suffrages dans les autres *Länder* pour reprendre pied dans les parlements régionaux. Les compromis permanents auxquels la CDU doit se résoudre dans le cadre de sa coalition avec les Verts au niveau régional et avec le SPD au niveau fédéral, notamment sur des questions clés telles que l'économie, le marché du travail, les finances et la protection sociale, pourraient offrir aux libéraux une opportunité de lui ravir un électorat frustré et durement touché par la crise de l'industrie automobile. Une percée significative de l'AfD et de

Die Linke pourrait conduire des franges de la CDU et du SPD à revendiquer un ancrage assumé plus à droite ou plus à gauche sur des thématiques économiques et des questions de société majeures, avec pour corollaire des tensions au sein du gouvernement fédéral et une déstabilisation de celui-ci. En somme, l'issue des élections régionales dans le Bade-Wurtemberg est susceptible d'avoir des incidences majeures non seulement sur la politique régionale, mais aussi sur l'avenir de la politique fédérale, si les extrêmes continuent de gagner du terrain et/ou si la formation d'un gouvernement devient si ardue qu'il faille envisager une coopération avec l'AfD. Mais ces hypothèses ne trouveront de réponse que lorsque les nouveaux rapports de force entre les partis au sein du Landtag de Stuttgart seront clarifiés, le 8 mars 2026.

Les dernières publications du Cerfa

- J. Möhring, [La Bundeswehr : du changement d'époque \(Zeitenwende\) à la rupture historique \(Epochenbruch\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 189, février 2026 (disponible en anglais et français)
- J. Süß, [La fabrique de la politique européenne de l'Allemagne](#), *Études de l'Ifri*, janvier 2026 (disponible en anglais et français)
- C. Demesmay, [Imaginaires et réalités de la frontière franco-allemande : un laboratoire pour l'Europe de demain](#), *Visions franco-allemandes*, n°37, septembre 2025 (disponible en allemand et français)
- P. Maurice, [Relancer le partenariat franco-allemand ? Les ambitions du Conseil des ministres franco-allemand - Enjeux d'un leadership conjoint en Europe](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, août 2025
- A. Lechevalier, [Les politiques sociales en Allemagne. Bilan de la coalition "feu tricolore" et perspectives du nouveau gouvernement](#), *Notes du Cerfa*, n° 188, juillet 2025
- T. Rühlig, [La « Saga Huawei » en Europe revisitée : les enseignements allemands pour le déploiement de la 6G](#), *Notes du Cerfa*, n° 187, juin 2025 (disponible en anglais et français)
- J. Ross, N. Téterchen, [La brigade franco-allemande et la relance de la défense européenne](#), *Briefing de l'Ifri*, avril 2025 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org